



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 05/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROCHLING INDUSTRIAL NANCY

8 rue André Fruchard
BP 12 - MAXEVILLE
54320 Maxéville

Références : 1097_2024
Code AIOT : 0006200420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY implanté 8 rue André Fruchard BP 12 54320 Maxéville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY
- 8 rue André Fruchard BP 12 54320 Maxéville
- Code AIOT : 0006200420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY appartient au groupe RÖCHLING, lequel est implanté dans 25 pays (90 sites – 11 100 salariés). Le site de Maxéville est spécialisé dans la production de plaques isolantes en matériaux composites à partir de résines et de fibres de verre. En outre, l'exploitant réalise l'usinage de panneaux techniques provenant du groupe RÖCHLING en Allemagne. L'exploitation des installations susvisées est autorisée au titre de la législation sur les

installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002/273 du 11 juin 2004 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/01/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Peroxydes organiques	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article 2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	type C ou D			
3	Stockage Peroxyde	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article 3.8	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rétention des eaux d'extinctions	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12 (rubrique 2915)	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/06/2004, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que les stockages des peroxydes ne respectent pas entièrement les exigences réglementaires.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a toujours pas mis en œuvre les actions permettant de confiner les eaux d'extinction d'incendie sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Le tableau recensant les rubriques de classement (1510, 2663, etc.)
Constats : <p>Dans son courrier du 22 avril 2022, la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY (RIN) précise que les deux entités RÖCHLING INDUSTRIAL MAXÉVILLE (RIM) (société de négoce) et la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY font partie du même groupe et qu'elles sont implantées sur le même périmètre ICPE autorisé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Disposant d'un même accès, elle ne considère donc pas la société RÖCHLING INDUSTRIAL MAXÉVILLE comme un tiers.</p> <p>A ce titre, lors de la visite du 27 juin 2024, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la société de négoce RÖCHLING INDUSTRIAL MAXÉVILLE dispose d'un entrepôt de stockage de matières combustibles relevant de la rubrique 2662-3 de la nomenclature des installations classées ; la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY dispose d'un entrepôt de stockage de matières combustibles relevant de la rubrique 1510-2-C (volume de l'entrepôt 35 000 m³) ; <p>sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002/273 du 11 juin 2004, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-1393 du 15 janvier 2021.</p> <p>La distance d'éloignement entre les deux entrepôts est inférieure à 40 mètres et forme donc un</p>

seul groupe d'installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage (IPD).

Suivant le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, à l'échelle de ce groupe est stockée une quantité totale cumulée de matières ou produits combustibles supérieure à 500 tonnes.

Lorsque des matières, des produits ou des installations relevant d'une des rubriques 1511, 1530, 1532 (sauf en cas de présence de bois susceptible de dégager des poussières inflammables en quantité supérieure à 50 000 m³), 2662 ou 2663 sont stockés dans des IPD classées au titre de la rubrique 1510, les volumes correspondants ne sont plus à prendre en compte pour la comparaison aux seuils de ces rubriques.

La société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY relève à la fois de la rubrique 2662 et de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

Au vu des éléments ci-dessus, avec un volume total des deux entrepôts de matières combustibles de 35 000 m³, la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY relève uniquement du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

L'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 est donc toujours opposable.

Par courriel du 17 juillet 2024, l'exploitant a précisé que dans l'étude de danger initiale, les zones de stockage identifiées dans la rubrique 1510 sont les suivantes :

- Stockage RIN produits finis RIN (14 000 m³)
- Stockage des matières RIM (13 500 m³ + auvent sur la partie avant de 1 200 m³)
- Stockage des caisses et palettes en bois (1 000 m³)

Soit un total de 29 700 m³.

Après vérification de l'exploitant au travers du guide « *Entrepôts de matières combustibles* », il considère que cette déclaration est cohérente. Les trois zones de stockage couvertes n'ont pas la distance de séparation suffisante et ne sont pas séparées par un mur coupe-feu.

L'exploitant indique qu'il ne retrouve pas les calculs de son prédécesseur, et ne comprend pas le volume déclaré de 35 000 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous un délai d'un mois de se positionner auprès de l'autorité administrative vis-à-vis du classement sous la rubrique 1510 au titre du bénéfice des droits acquis et de produire un bilan de conformité vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration relevant de la rubrique 1510.

N° 2 : Peroxydes organiques type C ou D

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Distance éloignement
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au point 2.5, l'installation (dépôt, aire de stockage ou atelier) est implantée et maintenue à une distance minimale des limites de propriété et de toutes les installations susceptibles de produire des effets toxiques, thermiques ou de surpression en cas d'incendie, égale à : - 15 mètres pour les peroxydes de groupes Gr1 et Gr2. Cette distance peut être réduite à 10 mètres pour les dépôts dont la toiture est en matériaux A2 s1 d0 au sens de l'arrêté du 21 novembre 2002 susvisé (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) ; - 10 mètres pour « les peroxydes organiques ou les substances ou mélanges auto-réactifs » de groupe Gr3 ;
Constats : L'inspection a constaté le jour de la visite la présence de : <ul style="list-style-type: none">• 2 locaux frigorifiques en fonctionnement, implantées à l'extérieur des bâtiments• 1 armoire frigorifique en fonctionnement à l'intérieur du bâtiment située à proximité du process de mélange des résines ; permettant le stockage des peroxydes. Dans son courrier de réponse du 20 avril 2022, l'exploitant s'engageait <ul style="list-style-type: none">• à mettre en place un mur REI 120 sur les 4 côtés du local de stockage extérieur ;• fournir une étude d'une toiture avec évent anti-explosion (pour ne pas projeter chez le tiers en cas d'explosion) ;• changement du stockage frigorifique actuel pour un groupe à détente directe avec une température de stockage à 15°C ;• mise en place d'une détection et extinction spécifique dans le local ; ce qui permettrait de respecter les distances d'éloignement susvisées. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les engagements de l'exploitant ne sont pas respectés. Selon l'exploitant, qui avait présenté en 2021 un projet d'extension, en y intégrant un nouveau stockage frigorifique, des réflexions en interne ont modifié le projet et, par conséquent, ce dernier n'est toujours pas finalisé. Néanmoins, le jour de la visite l'exploitant a présenté un devis non validé pour l'achat d'un nouveau stockage frigorifique (devis juin 2024) qui nécessite des opérations de génie civil. (devis de janvier 2024 pour la réalisation d'une dalle). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les stockages frigorifiques de l'ensemble des cellules de stockage des peroxydes sont séparés par une paroi de classe REI 120. Quant aux distances d'éloignement, l'exploitant a déplacé son stockage au sein d'une cellule frigorifique temporaire (en location) ne disposant pas des dispositifs d'engagement sus-décrits. Les distances d'éloignement prescrites ne sont pas respectées pour le local extérieur permanent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de justifier auprès de l'autorité administrative du respect des distances d'éloignement définies à l'article 2.1 de l'arrêté du 10 novembre 2008 sus-visé.

N° 3 : Stockage Peroxyde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article 3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Température

Prescription contrôlée :

La température des peroxydes organiques et des substances ou mélanges autoréactifs est suivie de manière directe, ou en cas d'impossibilité technique, de manière indirecte par une mesure de la température ambiante, afin de détecter le dépassement des seuils suivants :

- T1, la température de première alerte ;
- T2, la température d'urgence.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les températures T1 (température de première alerte) et T2 (température d'urgence) dans les installations de stockage des peroxydes organiques ont été déterminées sur la base de leur TDAA (température de décomposition accélérée). La TDAA la plus contraignante est celle de la substance référencée A07411 avec une température de 35 °C.

L'exploitant a défini une procédure « *fiche situation d'urgence* » pour identifier les actions à mettre en œuvre dès le dépassement T1 et T2. L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant respecte les consignes d'alerte T1 et T2 suivant la TDAA précisée dans la fiche de donnée de sécurité du peroxyde le plus contraignant.

L'inspection a interrogé un opérateur sur la connaissance et la manipulation des produits stockés destinés à la production journalière ainsi que sur la procédure à appliquer en cas de dépassement des seuils.

Elle a constaté des manquements quant à l'application de la procédure par l'opérateur qui ne respecte ni les consignes de sécurité, ni la manipulation, ni les modes opératoires en cas de dépassement des températures T1 et T2.

Sur demande de l'inspection des installations classées, la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY a adressé un complément à l'étude des dangers (EDD) initiale de son usine de MAXÉVILLE datant d'octobre 2002 (cf. le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/823-2020 du 7 décembre 2020), faisant suite à l'examen de la déclaration des droits acquis produite par cet exploitant consécutivement à l'entrée en vigueur de la directive SEVESO 3 et à sa transposition en droit français par le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (création des rubriques 4XXX).

L'EDD complémentaire indique à la page 87 les mesures proposées par l'exploitant pour diminuer les risques des effets du stockage intérieur (atelier de fabrication) des peroxydes :

« *Remplacement du frigo par un frigo disposant notamment d'une fermeture automatique de la porte et d'une sonde T° alarme indépendante de la régulation et alarme audible.* »

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'armoire frigorifique ne dispose ni d'une fermeture automatique de la porte, ni d'une sonde T° alarme indépendante de la régulation, ni d'une alarme audible.

En outre, la cellule permanente extérieure ne dispose pas d'un report d'alarme, ce qui ne permet pas à l'exploitant d'être informé en cas d'avarie du système de climatisation, les soirs ou week-end.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant <u>sous un délai d'un mois</u> de justifier auprès de l'autorité administrative : <ul style="list-style-type: none"> • du respect des consignes en cas de dépassement des températures T1 et T2 ; • de la formation des opérateurs en ce qui concerne l'application des procédures de manipulation des peroxydes ; • de la mise en place d'un équipement avec report d'alarme au personnel d'astreinte au sein de la cellule permanente extérieure ; • de la mise en place des mesures barrières indiquées dans l'étude des dangers de 2021.

N° 4 : Rétention des eaux d'extinctions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12 (rubrique 2915)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : <p>Sur demande de l'inspection des installations classées, la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY a adressé un complément à l'étude des dangers (EDD) initiale de son usine de Maxéville datant d'octobre 2002 (cf. le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/823-2020 du 7 décembre 2020), faisant suite à l'examen de la déclaration des droits acquis produite par cet exploitant consécutivement à l'entrée en vigueur de la directive SEVESO 3 et à sa transposition en droit français par le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (création des rubriques 4XXX).</p> <p>L'EDD complémentaire de 2021 indique qu'une étude de dimensionnement de la capacité de rétention nécessaire pour recueillir les eaux d'extinction d'un incendie menée selon les règles établies dans le guide technique D9A du CNPP, montre l'insuffisance de la capacité de rétention existante de l'établissement : 400 m³ pour une capacité nécessaire de 1 370 m³.</p> <p>Dans son rapport du 27 juillet 2021 référencé PP/SAF/AN/IP/994_2021, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de faire part à l'autorité administrative, préfet de département et à l'inspection des installations classées des mesures techniques qu'il compte mettre en œuvre pour pourvoir son établissement d'une capacité de confinement des eaux d'extinction d'un incendie d'au moins 1 370 m³ ainsi que d'un échéancier de réalisation des travaux correspondants. Par courrier du 3 décembre 2021, la société a précisé qu'au vu du projet d'extension à moyen terme, il sera assuré la mise en place d'un bassin de rétention conforme pour le nouveau bâtiment et les existants.</p> <p>Néanmoins, au vu des risques que représente le manque de rétention des eaux d'extinction, la société s'engageait à une solution rapide pour augmenter la capacité de rétentions. Pour le 1^{er} semestre 2022, une pompe de transfert d'une capacité suffisante devait être mise en place</p>

entre la vanne de fermeture de la canalisation et la cave.

La cave étant sous le niveau des canalisations, elle offre une capacité brute de rétention (13 m de largeur, 60 m de longueur sur 20 m de hauteur) de 1 560 m³.

Cette solution devait être provisoire, car la cave est utilisée par le stockage de matériel, des consommables, l'automate de la TAR et des moteurs hydrauliques de 3 presses de production.

Le jour de la visite l'inspection a constaté que la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY n'a pas respecté ses engagements.

Par ailleurs, l'inspection note la présence d'équipements et de stockage au sein de la cave.
Le guide D9A précise au chapitre 6.5 « cas de rétentions délimitées par le bâtiment » que :

« Si la zone étudiée comporte une rétention délimitée par le bâtiment, ce volume peut être comptabilisé dans le volume disponible. Afin de tenir compte de l'encombrement au niveau du sol à l'intérieur des locaux(marchandises stockées, machines, etc.), et donc de la réduction du volume de rétention, il est nécessaire de ne considérer disponible pour la rétention que la moitié du volume. Le reste du volume, si nécessaire, sera obtenu par addition d'une rétention déportée. »

Au vu des constats, le choix provisoire proposé par la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY s'apparente à une rétention délimitée par le bâtiment présentant des marchandises stockées, machineries etc. Le volume à prendre en compte doit donc être la moitié du volume et non pas le volume total de la cave.

Selon la note de dimensionnement présentée dans l'étude de danger de 2021, la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY n'est donc pas en mesure de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Néanmoins, l'inspection s'interroge sur la méthodologie utilisée pour le dimensionnement du bassin de rétention présentée dans l'étude de dangers de 2021 et la réglementation opposable à la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous un délai de deux mois de communiquer à l'autorité administrative :

- les mesures prises, ou projetées, pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel accompagnées d'une note de calcul de dimensionnement du bassin de rétention s'appuyant sur la réglementation opposable à la société RÖCHLING INDUSTRIAL NANCY.

N° 5 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2004, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité rétentions
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinctions d'un éventuel incendie sont contenues sur le site par une vanne d'obturation du collecteur principal d'égouts, à commande pneumatique (...)
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une vanne à commande pneumatique.
Type de suites proposées : sans suites